



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY CEDEX

NANCY, le 13/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRANULATS VICAT MONCEL

Grande Rue
54300 Hériménil

Référence : AML/NW/420_2023
Code AIOT : 0006208315

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement GRANULATS VICAT MONCEL implanté Lieu-dit "ferme de Beaupré" - 54300 Moncel-lès-Lunéville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS VICAT MONCEL
- Lieu-dit "ferme de Beaupré" - 54300 Moncel-lès-Lunéville
- Code AIOT : 0006208315
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GRANULATS VICAT exploite sur le territoire de la commune de MONCEL-LES-LUNEVILLE une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conditions d'exploitation de la carrière ;

- Garanties financières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Production maximale autorisée	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 2	/	Sans objet
2	Plan topographique	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 5.1.2	/	Sans objet
3	Epaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 5.2.3	/	Sans objet
4	Libre écoulement des eaux	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 5.2.5	/	Sans objet
5	Accès	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 5.3.1	/	Sans objet
6	Distances	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 5.3.2	/	Sans objet
7	Bruits	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 5.5.7	/	Sans objet
8	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 9.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis ne font pas apparaître de non-conformité et montrent une bonne gestion du suivi de l'exploitation de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production maximale autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Classement administratif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La production maximale annuelle autorisée au titre de la rubrique 2510 est de 150 000 tonnes.
Constats : La production réalisée en 2021 s'élève à 112 615 tonnes pour une production maximale de 150 000 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan topographique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Il sera fourni à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau un plan topographique à l'échelle du 1/2000 ^{ème} comportant tous les points bas et points hauts des berges avec un point tous les 50 m dans les chenaux préférentiels d'écoulement et des courbes de niveau d'équidistance de 25 m sur les sites faisant l'objet de l'autorisation.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection, le 20 janvier 2022, le plan topographique au titre de l'année 2021 et le 25 janvier 2023, celui au titre de l'année 2022. Ces plans comportent les éléments et informations réglementaires nécessaires à la vérification de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Epaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 5.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - profondeur d'extraction maximale : 5,2 m - cote minimale NGF d'extraction: 215 m
Constats : La cote minimale d'extraction est respectée, le plan topographique indiquant des cotes au dessus de 225 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Libre écoulement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 5.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Inondation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation se situe en zone A et en zone B dite de grand écoulement du plan des surfaces submersibles de la Meurthe approuvé par les décrets n° 56.909 et 56.910 du 10 septembre 1956. Les stocks de matériaux de découverte et de terre végétale nécessaires au réaménagement seront stockés séparément. Ils ne devront pas faire obstacle à l'écoulement des eaux. Compte tenu du type d'exploitation (réaménagement simultané et coordonné), cette prescription devra être strictement respectée. Les clôtures seront du type trois fils au maximum avec poteaux espacés de 3 m au maximum sans fondation faisant saillie sur le sol naturel.
Constats : L'exploitation n'a aucun stock sur le site. Les matériaux sont acheminés sur l'installation de traitement voisine et l'ensemble des matériaux de découverte et terres végétales sont immédiatement réutilisés dans le cadre du réaménagement coordonné du site. Les clôtures du site sont de type 3 fils.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 5.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation ou susceptible de donner lieu à des déversements de déchets est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : Le site est clôturé et dispose d'un portail d'accès fermé en dehors des heures ouvrées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Distances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 5.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations de la carrière sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Afin de préserver les zones situées dans le fuseau de mobilité théorique de la Meurthe, une partie des surfaces à exploiter à 200 mètres de la Meurthe est retirée de l'exploitation (cf plan joint en annexe au présent arrêté). De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats : Le plan topographique fourni permet de vérifier que les dispositions de l'article sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 5.5.7
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.
Constats : Le dernier contrôle des niveaux sonores a eu lieu en mars 2022, ce dernier montre des résultats conformes à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 6 mois avant leur échéance.
Constats : L'attestation des garanties financières a une durée de validité jusqu'au 31 août 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet